

Nucléaire : EDF assure qu'il avait l'accord du gouvernement pour signer avec la Chine

Le Monde.fr avec AFP | 27.12.2012 à 06h52 • Mis à jour le 27.12.2012 à 08h17



Le patron d'EDF, Henri Proglio, le 12 novembre à Martigues. | AFP/ANNE-CHRISTINE POUJOLAT

L'accord nucléaire tripartite signé entre EDF, Areva et le chinois CGNPC (China Guangdong Nuclear Power Company), qui suscite des craintes sur les transferts de technologies, fera l'objet d'accords *"complémentaires"* sur la propriété intellectuelle entre Areva et CGNPC, [a assuré](http://www.leparisien.fr/espace-premium/actu/contrat-avec-la-chine-nous-avons-laccord-du-gouvernement-27-12-2012-2436665.php) (<http://www.leparisien.fr/espace-premium/actu/contrat-avec-la-chine-nous-avons-laccord-du-gouvernement-27-12-2012-2436665.php>), jeudi 27 décembre, le directeur de la production d'EDF, Hervé Machenaud, dans *Le Parisien-Aujourd'hui en France*.

Cet accord aux contours mystérieux, passé fin 2012, est supposé permettre le développement d'un nouveau réacteur de 1 000 mégawatts, commun aux trois signataires, selon EDF. Le dossier est d'autant plus sensible que le patron du groupe public, Henri Proglio, qui a eu des relations tendues avec le gouvernement, aurait dans un premier temps proposé de nouer un accord incluant uniquement EDF et le CGNPC. Selon certaines sources, ce projet d'accord initial, qui n'a finalement pas abouti, proposait des transferts de technologies encore plus importants.

"ACCORD EXPLICITE DU GOUVERNEMENT"

Quoi qu'il en soit, Hervé Machenaud affirme que la société avait l'*"accord explicite du gouvernement"* pour signer avec la Chine. *"Cet accord a été signé en marge d'une grande réunion du G8. C'est seulement à la suite du Comité de politique nucléaire (CPN) de fin septembre que nous avons eu l'accord explicite du gouvernement"*, a-t-il déclaré.

Le directeur de la production d'EDF a aussi affirmé que les craintes en matière de transferts de technologies étaient *"infondées"*. Selon lui, *"le nucléaire français a tout intérêt à ce que les ingénieurs du monde entier viennent dans*

nos centrales". "Montrer du doigt nos partenaires chinois ne crée pas un environnement psychologique favorable", a-t-il aussi estimé.

ENQUÊTE DE L'IGF

Le *Canard enchaîné* a dévoilé mercredi que l'Inspection générale des finances (IGF) avait engagé une enquête sur les conditions dans lesquelles le PDG d'EDF a signé, en novembre 2011, un partenariat entre EDF et son homologue chinois, le CGNPC, pour la construction de centrales nucléaires équipées d'un nouveau réacteur, concurrent de l'EPR.

Lire [**Nucléaire : Bercy enquête sur un partenariat entre EDF et la Chine**](#) ([planete/article/2012/12/24/nucleaire-bercy-enquete-sur-un-partenariat-entre-edf-et-la-chine_1810081_3244.html](#))

M. Machenaud n'a pas fait de commentaires sur l'enquête de l'IGF et a rappelé que le projet de 2011 avait été bloqué par le gouvernement car il n'incluait pas Areva. "Le contexte de l'époque était différent", rappelle-t-il, en référence aux relations difficiles entre les deux champions nucléaires français, EDF pour l'exploitation, Areva pour la construction. "Ne pas signer cet accord nous faisait courir le risque de voir un certain nombre de contrats importants nous passer sous le nez", a estimé le responsable d'EDF.

PROJET BLOQUÉ PAR LE GOUVERNEMENT

Informé début avril, le comité de la stratégie d'EDF avait retoqué le projet d'accord de 2011. Selon le *Canard enchaîné*, l'Agence des participations de l'Etat l'a également critiqué dans la foulée, et le ministre de l'économie de l'époque, François Baroin, l'avait bloqué juste avant l'élection présidentielle. Mais le recadrage s'est poursuivi avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, jusqu'à l'accord tripartite de 2012, qui, lui, a reçu "l'accord explicite du gouvernement" socialiste, selon M. Machenaud.

Dans la foulée des informations du *Canard enchaîné*, une source gouvernementale a indiqué qu'un "[bilan des relations passées](#)" entre la France, EDF, Areva et la Chine dans le domaine du nucléaire était "[en cours](#)" ([l'economie/article/2012/12/26/nucleaire-le-gouvernement-se-penche-sur-les-relations-passees-entre-la-france-et-la-chine_1810487_3234.html](#)). "Dès notre arrivée, le gouvernement a voulu clarifier le rôle respectif de l'Etat et des entreprises à l'export. Et le Conseil de politique nucléaire de septembre a rappelé que les relations contractuelles ne pouvaient être établies en dehors d'une stratégie établie par l'Etat", a indiqué ce haut responsable.

EDF et GDF